

## BELGIQUE

La Constitution prévoit la liberté de religion, et d'autres lois et politiques ont contribué à la libre pratique de la religion en général ; la situation n'était cependant pas optimale pour les groupes considérés comme des « sectes ».

Le gouvernement respectait généralement la liberté religieuse en pratique. Ce respect pour la liberté religieuse de la part du gouvernement n'a pas évolué durant la période couverte par ce rapport ; le contrôle des groupes religieux relevait cependant toujours des représentants de l'État. Les leaders religieux et politiques estiment toujours qu'il est nécessaire de réformer les modes de reconnaissance et de financement des groupes religieux et de renforcer le dialogue entre les groupes religieux reconnus et les autres.

On a continué à signaler des cas de maltraitance et de discrimination fondées sur l'appartenance, la conviction ou la pratique religieuses. L'origine ethnique et la religion étant souvent inextricablement liées, beaucoup d'incidents sont difficiles à ranger dans la catégorie de l'intolérance ethnique ou religieuse.

Le gouvernement américain discute de la liberté religieuse avec le gouvernement dans le cadre de sa politique globale destinée à promouvoir les droits de l'homme.

### Section I. Démographie religieuse

Le pays a une superficie totale de 30 500 km<sup>2</sup> et compte 10,7 millions d'habitants.

En 2008, le ministre de la Justice a indiqué au Parlement que la détermination de l'appartenance religieuse relevait exclusivement du pouvoir d'appréciation de chaque religion de manière indépendante et que la liberté de religion fournie par la Constitution n'autorisait pas le gouvernement à intervenir dans les questions d'appartenance. Et d'ajouter que compte tenu de ces principes, le gouvernement ne pouvait intervenir dans la détermination du nombre de fidèles pour chaque religion. En conséquence, le gouvernement ne recueille ni ne publie aucune statistique sur l'appartenance religieuse.

Selon une enquête publiée dans le journal *Le Soir* en 2010, 60 pour cent de la population nationale se considère comme catholique romaine, 4 pour cent comme musulmane, 2 pour cent comme protestante, un pour cent comme juive, 2 pour cent

comme appartenant à un autre groupe religieux et 31 pour cent comme non croyante.

Un rapport de 2007 de la Fondation Roi Baudouin (FRB) donnait les chiffres suivants en matière d'appartenance religieuse : catholicisme, 4,8 millions ; islam, 400 000 ; protestantisme, 132 000 ; orthodoxe, 70 000 ; judaïsme, 50 000 ; anglicanisme, 10 800 ; et humanisme laïque organisé, 110 000. Selon le rapport, les groupes religieux non reconnus les plus importants comprenaient les Témoins de Jéhovah (23 701 baptisés et 50 000 « pratiquants »), les congrégations protestantes indépendantes (10 000), les bouddhistes (10 000), les membres de l'Église de Jésus-Christ des Saints des derniers jours (Mormons) (4000), les adventistes du septième jour (2000), les hindouistes (5000), les sikhs (3000), les Hare Krishnas (1500) et l'Église de scientologie (entre 200 et 300).

Un rapport de 2008 de l'Université catholique de Louvain estimait à 7 pour cent la proportion de catholiques assistant régulièrement aux services religieux. Cinquante-sept pour cent des enfants nés dans le pays ont été baptisés, 26,7 pour cent des couples ont choisi un mariage religieux et 61 pour cent des obsèques incluaient des services religieux.

## Section II. Statut de la liberté religieuse

### Cadre juridique/politique

La Constitution prévoit la liberté de religion, et d'autres lois et politiques ont contribué à la libre pratique de la religion en général ; la situation n'était cependant pas optimale pour les groupes considérés comme des « sectes ».

À la suite d'un rapport préparé en 1997 par une commission parlementaire, le Parlement a adopté une loi établissant deux organes : un groupe chargé de surveiller les « sectes nuisibles » et un groupe de coordination inter-agences sur les « sectes nuisibles ». Le premier organe, le Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles (CIAOSN), rassemble des informations accessibles au public sur toute une série de groupes religieux et philosophiques, informe le public et conseille les autorités, à leur demande, sur la question des organisations sectaires. La bibliothèque du CIAOSN est ouverte au public et contient des informations sur la religion en général, ainsi que sur des groupes religieux spécifiques, notamment des informations fournies par ces groupes. Le CIAOSN est autorisé à partager avec le public toutes les informations qu'il réunit sur les sectes religieuses ; il n'a cependant pas le droit de proposer des

appréciations des différentes organisations sectaires au grand public. Malgré son nom, la réglementation lui interdit de catégoriser un groupe spécifique comme dangereux. Contrairement au Centre pour la lutte contre le racisme, cet organe n'est pas habilité à engager une procédure en justice.

Le second organe établi par le Parlement, le Groupe de coordination inter-agences (GCIA) sur les « sectes nuisibles », gère principalement des informations confidentielles et travaille avec les institutions légales et de sécurité du gouvernement afin de coordonner la politique gouvernementale. Conformément à un décret royal de 2005, la composition du GCIA a été revue afin d'y inclure des représentants du Collège des procureurs généraux, du parquet fédéral, de la police fédérale, de la sûreté de l'État, du Renseignement et des ministères de la Justice, de l'Intérieur, des Affaires étrangères et des Finances. Le conseil d'administration du GCIA se réunit chaque trimestre et fait rapport à l'ensemble du groupe. Il ne produit pas de rapports accessibles au public. Le gouvernement a chargé le procureur fédéral et un magistrat dans chacun des 27 arrondissements judiciaires de surveiller les affaires impliquant des sectes.

Le Parlement n'a pas encore décidé s'il fallait modifier le Code pénal pour y inclure une rubrique spéciale consacrée aux « délits commis par les organisations sectaires ». En l'absence de législation de ce type, les organisations sectaires peuvent faire l'objet d'enquêtes en vertu de la législation existante sur la base de motifs tels que le détournement de fonds, le blanchiment d'argent, l'abus de confiance, le détournement de volonté, la pratique médicale illégale et la fraude.

Le pays participe au Groupe de travail pour la coopération internationale en matière de sensibilisation, de commémoration et de recherche au sujet de l'Holocauste.

La loi anti-discrimination de mai 2007 proscrit la discrimination fondée sur la religion ou l'orientation philosophique, parmi d'autres raisons.

Le gouvernement « reconnaît » un statut au catholicisme, au protestantisme (y compris aux évangéliques et aux pentecôtistes), au judaïsme, à l'anglicanisme (séparément des autres groupes protestants), à l'islam et à la chrétienté orthodoxe (grecque et russe). Les organismes représentatifs de ces groupes religieux reçoivent des subsides des gouvernements fédéral, régionaux et locaux. Le gouvernement soutient aussi la liberté de participer à des organisations laïques. Ces groupes humanistes laïques constituent la septième communauté philosophique reconnue et leur organisme organisateur, le Conseil central des communautés philosophiques

non confessionnelles de Belgique, bénéficie de fonds et d'avantages similaires à ceux accordés aux autres groupes religieux reconnus.

La reconnaissance des groupes religieux incombe aux gouvernement et Parlement fédéraux, tout comme le versement des salaires et des pensions des ministres de ces groupes. Le gouvernement est également compétent pour l'humanisme laïque. Suite à la réforme constitutionnelle mise en œuvre en 2001, les autorités fédérales ont confié la responsabilité de l'enseignement religieux, du financement des groupes religieux et des bâtiments religieux à d'autres niveaux de gouvernement. Par exemple, tandis que les activités paroissiales et l'entretien des églises relèvent des autorités municipales, les provinces assument le coût des mosquées. Parallèlement à cela, les gouvernements des communautés flamande, française et germanophone versent les salaires des professeurs de religion, ainsi que les frais de radio/télédiffusion publique.

En 2010, le gouvernement fédéral a versé 126,9 millions de dollars (105,8 millions d'euros) aux groupes religieux reconnus. Cette somme comprenait 17,4 millions de dollars (14,5 millions d'euros) en faveur d'organisations laïques et 4,9 millions de dollars (4,1 millions d'euros) au profit de groupes religieux islamiques. Pour 2009, les dépenses budgétaires fédérales s'élevaient au total à 127,2 millions de dollars (106 millions d'euros). Le gouvernement avait réservé un budget de 127,7 millions de dollars (106,4 millions d'euros) en 2009. Les subsides accordés au secrétariat bouddhiste s'élevaient à 259 200 dollars (216 000 euros) en 2010 et à 199 000 dollars (180 000 euros) en 2009.

D'après le ministère de la Justice, le gouvernement fédéral a versé des salaires à 2712 prêtres catholiques, 118 ministres protestants/évangéliques et 12 ministres anglicans, 33 rabbins, 48 prêtres orthodoxes, 285 consultants laïques et 23 imams musulmans, personnel administratif de l'exécutif musulman compris. Selon l'institut de recherche du Centre interuniversitaire de formation permanente, les dépenses totales, tous niveaux de gouvernement compris, hors enseignement religieux, s'élevaient à 312 millions de dollars (240,1 millions d'euros) en 2008. Si l'on ajoute à cela les pensions et les exonérations fiscales, les subsides s'élevaient au total à 384,7 millions de dollars (320,6 millions d'euros). Le gouvernement a consacré 85 pour cent des dépenses budgétaires consacrées à la religion à l'Église catholique.

Le gouvernement applique cinq critères pour décider d'attribuer une reconnaissance aux groupes religieux : la religion doit avoir une structure ou une hiérarchie, le groupe doit compter suffisamment de membres, la religion doit

exister dans le pays depuis longtemps, elle doit proposer une valeur sociale au public et elle doit respecter les lois de l'État ainsi que l'ordre public. Ces critères ne sont pas répertoriés dans les décrets ou les lois et le gouvernement ne propose pas de définition officielle des notions de « suffisant », « longtemps » ou « valeur sociale ». Le groupe religieux qui recherche une reconnaissance officielle doit introduire une demande auprès du ministère de la Justice, qui effectue alors un examen complet avant de recommander l'approbation ou le refus. L'approbation finale de la reconnaissance du statut incombe au seul Parlement ; celui-ci accepte toutefois la décision du ministère de la Justice généralement. Le groupe dont la demande est refusée par le ministère peut faire appel de la décision auprès du Conseil d'État.

Au terme de la période visée par le rapport, le gouvernement régional wallon avait reconnu 39 mosquées. Le gouvernement régional flamand en avait reconnu 17 et Bruxelles, cinq. Tous les gouvernements régionaux examinaient de nouvelles demandes.

Le gouvernement a accepté de financer une hausse du nombre d'assistants paroissiaux pour l'Église catholique afin de mieux faire face à la baisse du nombre de prêtres.

Au terme de la période du rapport, les bouddhistes signalaient l'absence d'évolution dans l'obtention de la reconnaissance gouvernementale du bouddhisme en tant que « communauté philosophique non confessionnelle », comme le souhaitait la communauté bouddhiste, mais le gouvernement fédéral continuait à financer le secrétariat bouddhiste fédéral.

L'absence de reconnaissance de statut n'empêche pas les groupes religieux concernés de pratiquer leur foi librement et ouvertement. En conséquence, tandis que les groupes non reconnus n'ont pas droit aux subventions gouvernementales, ils peuvent être exemptés d'impôts en tant qu'organisations non lucratives.

L'Exécutif des musulmans de Belgique est l'interlocuteur officiel entre les pouvoirs publics et la communauté musulmane. Il n'intervient pas dans les questions religieuses, mais s'intéresse uniquement aux aspects liés à la gestion de la religion. Le ministre de la Justice a annoncé en 2009 son intention de revoir le mode de désignation des membres de l'Exécutif. Début 2010, le gouvernement a prolongé de six mois la reconnaissance de l'Exécutif. En mai, la communauté musulmane a présenté une proposition visant à revoir la composition de l'Exécutif afin d'y inclure des représentants des principales mosquées, mais les élections générales de juin ont retardé l'examen de cette initiative.

En septembre la chambre des mises en accusation de Bruxelles a rejeté l'action introduite contre six anciens membres de l'Exécutif des musulmans de Belgique, accusés de comptabilité frauduleuse et de détournement de fonds.

Les gouvernements régionaux flamand et francophone, en collaboration avec l'Exécutif des musulmans de Belgique, ont défini des critères théoriques pour les imams au même niveau que ceux établis pour les ministres d'autres groupes religieux reconnus.

En 1993, le gouvernement a établi, conformément à la loi, le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (CECLR), un organisme indépendant chargé de résoudre les litiges basés sur tous les types de discrimination, notamment la discrimination religieuse. Il fait officiellement partie du Cabinet du Premier ministre et agit sous la direction du ministre en charge de l'égalité des chances. Les membres de son conseil d'administration de même que son directeur sont désignés par le gouvernement pour un mandat renouvelable de six ans.

Le ministre de la Justice désigne un magistrat dans chacun des arrondissements judiciaires, chargé de surveiller les affaires de racisme et de discrimination, ce qui permet de considérer la discrimination comme un acte criminel devant la justice.

Le gouvernement a déclaré les fêtes religieuses suivantes jours fériés nationaux : Pâques, l'Ascension, la Pentecôte, l'Assomption, la Toussaint et Noël.

La législation fédérale interdit les déclarations qui incitent à la haine nationale, raciale ou religieuse, y compris le négationnisme. La peine maximale pour négationnisme est fixée à un an d'emprisonnement.

En 2009, le CECLR a publié un rapport exhaustif sur le port des signes religieux et philosophiques. Ce rapport contenait une présentation détaillée de la législation et des règles en vigueur pour la fonction publique, l'armée, les écoles publiques et privées et le lieu de travail. Outre la neutralité imposée aux écoles publiques et aux agents de l'État, le rapport n'a identifié que peu de situations et de lieux où l'interdiction du port de signes religieux était fondée et estimait que le cas échéant, le droit fondamental de porter des signes religieux ne pouvait être limité qu'en vertu de la loi et non par de simples directives administratives.

En mars 2010, le Conseil d'État a temporairement annulé une décision de l'autorité flamande en charge des écoles publiques qui visait à imposer une interdiction

générale du foulard à l'ensemble du réseau d'écoles publiques. Le Conseil d'État a estimé qu'il revenait à la Cour constitutionnelle de déterminer l'autorité compétente (l'autorité scolaire ou le Parlement flamand) pour imposer une restriction de ce type.

Toujours en mars 2010, la Cour d'appel de Mons a estimé que la direction d'une école municipale de Charleroi avait abusé de son autorité en licenciant un professeur de mathématiques qui enseignait en portant le foulard.

Face à ces décisions, les ministres flamand et francophone responsables de l'enseignement sont revenus sur leurs décisions antérieures et n'ont pas cherché à prendre de nouvelles mesures législatives contre le port du foulard dans les écoles.

Le réseau d'enseignement public, du jardin d'enfants à l'université, impose au personnel enseignant une stricte neutralité dans la présentation des opinions religieuses, à l'exception des professeurs de religion. L'instruction religieuse ou « morale » est obligatoire dans les écoles publiques et est prodiguée en fonction des préférences religieuses ou non religieuses de l'élève. Toutes les écoles publiques proposent des professeurs pour chacun des six groupes religieux reconnus lorsqu'un nombre suffisant d'élèves souhaitent assister à ces cours. Les professeurs de religion des écoles publiques sont désignés par une commission de leur groupe religieux et nommés par le ministre de l'Enseignement du gouvernement communautaire concerné. Les écoles religieuses agréées privées qui suivent le même programme que les écoles publiques sont appelées « écoles libres ». Le gouvernement communautaire leur octroie des subventions pour leurs frais d'exploitation et leurs bâtiments. Le salaire des enseignants est versé par les gouvernements communautaires respectifs, à l'instar des autres agents de l'État.

### Restrictions à la liberté religieuse

Le gouvernement respectait généralement la liberté religieuse en pratique. Le niveau de respect pour la liberté religieuse de la part du gouvernement n'a pas évolué durant la période couverte par ce rapport. L'analyse et le contrôle des groupes religieux relevait cependant toujours des représentants de l'État.

Dans son rapport d'activité 2007-2008, publié en 2009, le CIAOSN indiquait qu'il traitait chaque année environ 750 demandes directes. Celles-ci portaient sur des organisations axées sur le bien-être physique et les thérapies (19 pour cent), sur des dénominations protestantes (16 pour cent), des groupes religieux orientaux (16 pour cent), de petits groupes religieux (9 pour cent), des groupes New Age (11

pour cent), l'Église de scientologie (10 pour cent), des organisations émanant ou dissidentes du catholicisme (6 pour cent) et les Témoins de Jéhovah (7 pour cent).

Dans son rapport, le CIAOSN épingle l'expansion rapide des groupes New Age, de même que l'influence sur les jeunes des organisations sectaires.

Le parquet fédéral a gardé ouvertes plusieurs affaires faisant intervenir des organisations sectaires, qui pourraient, dans un deuxième temps, être transmises à la chambre des mises en accusation.

Le 12 mai, la chambre des mises en accusation de Bruxelles a entamé des auditions dans l'affaire contre l'Église de scientologie de Bruxelles sur la base d'une enquête menée auprès du groupe pendant onze ans. Le procureur fédéral demandait la mise en examen de douze personnes, de l'Église de scientologie de Bruxelles et du Bureau bruxellois des droits de l'homme de l'Église américaine. Les accusés ont introduit des demandes d'enquête complémentaire neutre et le juge a reporté les audiences ultérieures afin de permettre la réalisation de ces enquêtes. L'église locale et l'avocat de l'Église américaine ont soutenu que l'Église était victime d'un climat d'intolérance et de discrimination créé par les tribunaux.

Le 27 avril, la Cour du travail d'Anvers a estimé qu'une femme ne subissait aucun préjudice face à l'interdiction prévue dans la réglementation du travail en vigueur de porter le foulard sur le lieu de travail. Le CECLR, qui intervenait en faveur de cette femme, soutenait que les entreprises commerciales n'étaient pas habilitées à interdire le port de signes religieux par le biais de leur réglementation sur le milieu de travail.

La plupart des directions d'écoles publiques interdisaient le port du foulard à l'école aux jeunes filles musulmanes. Au début de l'année scolaire en septembre, cette restriction a débouché sur une confrontation entre les autorités scolaires et les élèves musulmanes d'écoles publiques à Anvers et Hoboken. Soutenues par un imam local, les jeunes filles ont organisé une grève surprise, mais l'interdiction n'a pas été levée et la plupart des élèves ont décidé de reprendre les cours.

S'inspirant d'exemples observés dans des villes plus grandes, plusieurs municipalités ont décidé d'imposer une interdiction du port de signes religieux, notamment aux travailleurs directement confrontés au public. Anvers, Gand, Lokeren, Ninove et Lier imposent toutes des interdictions de ce type. Anvers, par exemple, a interdit le port de tout symbole religieux ou politique par le personnel

municipal, mais autorise les femmes à se couvrir la tête au moyen d'un bandana si elles le souhaitent.

Le 12 décembre, les forces de l'ordre de la zone de police de Montgomery à Bruxelles ont imposé une amende de 300 dollars (200 euros) à une femme musulmane pour port du niqab. Elle avait auparavant dû payer 44 dollars (35 euros) pour avoir violé l'interdiction locale de se couvrir le visage dans les lieux publics. Même si elle a contesté cette seconde amende, le député-bourgmestre d'Etterbeek, Vincent De Wolf, a défendu la décision de la municipalité, déclarant que « la règle, c'est la règle. Nous devons l'appliquer ».

En avril, la chambre des représentants a adopté un projet de loi interdisant d'apparaître en public le visage partiellement ou totalement couvert lorsque cela rend l'identification impossible. Le projet de loi était présenté par les membres du parti libéral francophone de centre droite (MR), mais il a obtenu une adhésion quasi unanime à la chambre des représentants. Compte tenu des questions de liberté religieuse, les auteurs de la proposition n'ont mentionné ni la burqa, ni le niqab dans le texte. Les défenseurs des droits de l'homme et les porte-parole de la communauté musulmane nationale ont cependant critiqué l'initiative au motif qu'elle présentait un caractère raciste. L'examen du projet de loi par le Sénat a été retardé en raison des élections générales de juin, et il doit être adopté par les deux chambres pour devenir une loi.

En avril, une chambre francophone du Conseil d'État a estimé que le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie (MRAX) n'avait aucun intérêt à demander l'annulation d'une interdiction du foulard dans deux écoles publiques de la Communauté française. La chambre a estimé que l'interdiction imposée par ces écoles contribuait aux objectifs définis par le MRAX. La jurisprudence de ces dernières années a montré que les juges ont tendance à éviter les décisions sur la question du foulard et à laisser les écoles et les gouvernements locaux régler la question. Ces dernières années, les procès ne portaient que sur des écoles appliquant l'interdiction, et non sur celles autorisant le foulard.

### Abus de la liberté religieuse

Il n'y a pas eu de nouveaux développements dans la descente survenue en 2008 dans un temple sikh à Vilvoorde. Cette année-là, des agents de police ont fait une descente dans le temple durant une cérémonie religieuse. La majorité des fidèles étaient entrés clandestinement dans le pays. À ceux qui lui reprochaient de ne pas respecter la liberté religieuse, le chef de la police locale répondait que ses hommes

n'étaient pas au courant de la cérémonie et avaient interrompu le service dans le cadre d'une enquête axée sur la traite des êtres humains. Aucun membre de la communauté sikh locale n'a été mis en examen.

Au terme de la période de référence, la descente effectuée en avril 2008 dans la section bruxelloise de l'Église de scientologie, qui déclare compter plusieurs milliers de membres dans le pays, n'avait encore débouché sur aucune condamnation. Le procureur fédéral accusait les scientologues de recruter des bénévoles en prétextant leur offrir des emplois administratifs. Le procureur fédéral a indiqué que l'enquête était toujours en cours au terme de la période de référence. Cette affaire s'inscrit dans le cadre de la tension qui existe depuis longtemps entre l'Église et le gouvernement (les premières enquêtes non résolues portant sur des allégations de fraude remontent à 1997 déjà).

En juin, la police de Bruxelles a effectué une série de descentes dans une propriété de l'Église catholique du diocèse de Malines afin d'enquêter sur les allégations selon lesquelles l'Église détenait des preuves cachées d'actes pédophiles commis par des prêtres. Lors de ces descentes, la police a placé en garde à vue pendant neuf heures des représentants de l'Église qui participaient à une convention d'évêques belges, et notamment un représentant diplomatique du Vatican. Parmi les documents saisis et emmenés à Bruxelles afin de les examiner de plus près, il y avait 475 dossiers rassemblés par la commission Adriaenssens, une commission privée mise en place par l'Église catholique afin d'entendre les plaintes des victimes d'abus sexuel. Ces descentes ont suscité de vives critiques de la part du Vatican. La commission Adriaenssens a présenté sa démission collective quelques jours après la saisie de ses dossiers, déclarant que la confidentialité des victimes qui avaient consulté la commission avait été violée.

Aucun prisonnier ou détenu religieux n'a été signalé dans le pays.

#### Conversion religieuse forcée

Aucun cas de conversion religieuse forcée n'a été signalé.

#### Section III. Le respect par la société de la liberté religieuse

Quelques cas de maltraitance et de discrimination fondées sur l'appartenance, la conviction ou la pratique religieuses ont été signalés. L'origine ethnique et la religion étant souvent inextricablement liées, beaucoup d'incidents sont difficiles à ranger dans la catégorie de l'intolérance ethnique ou religieuse.

Des groupes juifs et musulmans ont fait état d'incidents de discrimination, tout comme des groupes religieux qui ne se sont pas vu accorder une reconnaissance officielle de la part du gouvernement.

La communauté juive dénombrait 109 incidents antisémites en 2009, contre 73 l'année précédente. On a signalé 17 incidents durant les cinq premiers mois de 2010. La communauté juive a attribué cette hausse significative en 2009 au conflit entre Israël et Gaza. La plupart des incidents présentaient un caractère idéologique et consistaient à lancer des insultes dans la rue, mais aussi dans les médias et sur l'Internet. La communauté juive a enregistré six incidents majeurs début 2009, et on a dénombré onze cas de violence physique la même année, contre six l'année précédente.

En avril 2010, un ou plusieurs vandales non identifiés ont lancé un cocktail Molotov sur la synagogue de Charleroi. Un passant a éteint l'incendie et a signalé l'incident. L'enquête de la police locale a établi que plusieurs poubelles et voitures avaient été incendiées dans le voisinage le même soir, mais elle n'a pas été capable d'identifier les auteurs. Ce n'était pas le premier cas de vandalisme sur la synagogue de Charleroi ; en décembre et en janvier 2009, ce bâtiment a été vandalisé trois fois. Un cocktail Molotov a été lancé sur la porte, plusieurs vitres ont été brisées et des slogans antisémites ont été écrits sur la façade. Les incidents ont cessé lorsque la police a accru la surveillance dans la zone.

Le 13 avril, un cocktail Molotov a été lancé sur une synagogue de Bruxelles.

En mars, un incendie criminel s'est déclaré à Anvers sur une demeure appartenant à un juif.

En janvier, un cocktail Molotov a été lancé sur une synagogue de Bruxelles, et un incendie criminel s'est déclaré sur une autre synagogue de Bruxelles. Un incident similaire a été enregistré le 15 janvier à Anvers.

En janvier, une famille juive avec dix enfants a été harcelée dans un train, et des agressions physiques ont été commises contre des juifs à Bruxelles au cours du même mois.

Sous la pression du CECLR, le Centre islamique et culturel de Belgique s'est vu contraint de supprimer de son site Web un lien vers un article intitulé « La propagande sioniste et le mythe de l'holocauste ».

Durant la période de référence, plusieurs organisations internationales chargées de surveiller l'antisémitisme ont signalé de nombreux cas de remarques antisémites blessantes et agressives lancées par des individus dans des lieux publics.

Durant la période de référence, il y a eu de nombreux cas de déclarations antisémites et négationnistes blessantes et agressives en radio, sur Internet et dans des livres et des journaux.

En 2008, le CECLR a reçu 227 plaintes pour discrimination religieuse et a enregistré 827 cas de discrimination raciale. Quatre-vingt-sept pour cent des cas de discrimination religieuse concernaient des musulmans. La majeure partie de ces plaintes pour discrimination était liée à la haine sur Internet. Dix-huit pour cent des plaintes étaient liées au travail et 9 pour cent, à l'école.

Les inquiétudes évoquées par Laurette Onkelinx, une socialiste francophone, vice-premier ministre et ministre de la Santé, au sujet de la nomination de l'archevêque Monseigneur Léonard à la tête de l'Église catholique belge ont suscité un tumulte politique en janvier. Pour Mme Onkelinx, la nomination de Monseigneur Léonard risquait de rompre l'équilibre entre la religion et la laïcité dans le pays. Elle a évoqué le fait que M. Léonard était opposé à la législation belge sur l'avortement et l'euthanasie, de même qu'à l'usage des préservatifs pour lutter contre le sida.

La plateforme du Vlaams Belang pour les élections fédérales de juin, a plaidé pour la fin de la reconnaissance par le gouvernement de l'islam en tant que religion officielle, pour la fermeture des mosquées dont les dirigeants prêchaient contre la société occidentale et pour la fin des subventions publiques en faveur des mosquées. Soit dit en passant, les résultats du Vlaams Belang aux élections ont été les pires jamais obtenus par le parti depuis 1991.

Le 1<sup>er</sup> avril, Benno Barnard devait donner une conférence sur les dangers de l'islam à l'université d'Anvers sous le titre « Vive Dieu ! A bas Allah ! ». Un groupe de jeunes musulmans est entré dans la salle de conférence et l'a empêché de faire son exposé. La police est intervenue et a emmené les manifestants. Le maire d'Anvers, le ministre de l'Intérieur, Annemie Turtelboom, et la responsable du forum pour les minorités, Naima Charkaoui, ont condamné les manifestants pour violation de la liberté d'expression. Le 8 avril, le tribunal d'Anvers a décidé

d'imposer une amende de 31 450 dollars (25 000 euros) à toute personne cherchant à perturber les conférences de Benno Barnard ou à l'intimider ou à intimider son public.

En 2007, la Conférence mondiale des religions pour la paix a annoncé la création d'un Conseil belge des leaders religieux afin de renforcer le dialogue entre les leaders des groupes religieux reconnus et non reconnus. Il aura fallu attendre décembre pour que le conseil soit totalement formé. Il y a aussi eu plusieurs initiatives régionales visant à promouvoir la liberté religieuse et la tolérance, comme « Bruxelles Espérance », l'Institut supérieur pour les convictions philosophiques – pouvoirs publics et société, le Centre de migration et d'études interculturelles de l'université d'Anvers et l'Institut international Canon Triest des Frères de la charité.

Plusieurs organisations non gouvernementales ont été actives dans la promotion de la liberté religieuse. Parmi les plus importantes, citons le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, la Ligue des droits de l'homme, Droits de l'homme sans frontières et la Liga voor Mensenrechten.

#### Section IV. Politique du gouvernement américain

Le gouvernement américain discute de la liberté religieuse avec le gouvernement dans le cadre de sa politique globale destinée à promouvoir les droits de l'homme.

Les représentants de l'ambassade américaine ont continué à discuter de la liberté religieuse avec les représentants du gouvernement. L'arrivée d'un nouvel ambassadeur en août a donné un nouvel élan aux rapports avec les différents contacts. En outre, afin de promouvoir l'entente interreligieuse et d'encourager la liberté religieuse, l'ambassade a noué le dialogue avec les communautés catholique, musulmane et juive en organisant des actions d'information régulières et en acceptant les invitations de ces communautés. Les représentants de l'ambassade ont également rencontré des représentants de groupes religieux reconnus et non reconnus, notamment ceux qui faisaient état d'une certaine forme de discrimination durant la période de référence. L'ambassade a organisé un certain nombre de manifestations interconfessionnelles afin d'encourager le dialogue entre les citoyens du pays et avec le gouvernement américain.